

# **LEXIQUE INTRODUCTIF**



AUSTÉRITÉ : « Les 500 plus fortunés de France se sont enrichis de 25 % en un an. Leur richesse a quadruplé en une décennie et représente 16 % du produit intérieur brut du pays. Elle compte aussi pour 10 % du patrimoine financier des Français, soit un dixième de la richesse entre les mains d'un cent-millième de la population » (*Le Monde*, 11/07/2013).

Pendant que les médias, les experts, les politiques réitèrent des incantations vantant l'équilibre budgétaire, se déroule une deuxième expropriation de la richesse sociale, après celle pratiquée à partir des années 1980 par la finance. La spécificité de la crise de la dette est que ses causes sont élevées au rang de remède. Ce cercle vicieux est le symptôme, non de l'incompétence de nos élites oligarchiques, mais de leur cynisme de classe. Elles poursuivent un but politique précis : détruire les résistances résiduelles (salaires, revenus, services) à la logique néolibérale.

DETTE PUBLIQUE : les dettes publiques ont atteint un niveau record dans tous les pays qui pratiquent l'austérité, ce qui signifie que les rentes des créanciers ont elles aussi atteint des niveaux records.

IMPÔT : l'arme principale du gouvernement de l'homme endetté est l'impôt. Il ne s'agit pas d'un instrument de redistribution qui viendrait après la production. Comme la monnaie, l'impôt n'a pas une origine marchande, mais directement politique.

Lorsque, comme dans les crises de la dette, la monnaie ne circule plus ni comme instrument de paiement, ni comme capital, lorsque le marché n'assure plus ses fonctions d'évaluation, de mesure, d'allocation de ressources, l'impôt intervient comme arme de gouvernementalité politique. Il assure la continuité et la reproduction du profit et de la rente bloqués par la crise, il exerce un contrôle économique-disciplinaire sur la population. L'impôt est la mesure de l'efficacité des politiques d'austérité sur l'homme endetté.

CROISSANCE : l'Amérique est aujourd'hui au point mort, comme on le dit d'une voiture. Le moteur tourne, mais elle n'avance pas. Il tourne uniquement parce que la Banque centrale achète chaque mois pour 85 milliards de titres du Trésor et d'obligations immobilières et qu'elle assure, depuis 2008, un coût zéro de l'argent.

L'Amérique n'est pas en récession seulement parce qu'elle est sous perfusion monétaire. Elle est incapable de tirer le reste du monde hors de la crise qu'elle a elle-même provoquée.

L'énorme quantité d'argent injecté chaque mois par la Fed ne fait qu'augmenter très faiblement le volume d'emploi, par ailleurs constitué en majorité par des services à très bas salaire et des emplois « *part-time* ». Elle reproduit les causes de la crise, non seulement parce qu'elle creuse les différences de revenus dans la population, mais aussi parce qu'elle continue à financer et à renforcer la finance.

Si la politique monétaire échoue à faire repartir l'économie et l'emploi, tout en risquant d'alimenter une autre bulle financière, elle favorise le boom économique d'un secteur et un seul, la finance. L'énorme quantité d'argent disponible pour financer l'économie passe d'abord par les banques qui s'enrichissent au passage. Malgré la croissance anémique des autres secteurs de l'économie, les marchés financiers ont atteint un niveau record.

Tout le monde attend la croissance mais c'est tout autre chose qui se profile à l'horizon. Le primat de la rente, les inégalités abyssales entre les salariés et leurs managers, les différences monstrueuses de patrimoine entre les plus riches et les plus pauvres (en France, 900 à 1), les classes sociales figées dans leur reproduction, le blocage d'une mobilité sociale déjà faible (notamment aux USA où le rêve américain n'est plus qu'un rêve) font penser, plus qu'au capitalisme, à une variante de l'Ancien Régime.

CRISE : lorsque nous parlons ici de crise, nous entendons la crise ouverte en 2007 par l'effondrement du marché immobilier améri-

cain. En réalité, il s'agit d'une définition restrictive et limitée, puisque nous subissons la crise depuis 1973. La crise est permanente, elle change seulement d'intensité et de nom. La gouvernamentalité libérale s'exerce en passant de la crise économique à la crise climatique, à la crise démographique, à la crise énergétique, à la crise alimentaire, etc. En changeant de nom, on change seulement de peur. La crise et la peur constituent l'horizon indépassable de la gouvernamentalité capitaliste néolibérale. On ne sortira pas de la crise (tout au plus changera-t-on d'intensité) tout simplement parce la crise est la modalité de gouvernement du capitalisme contemporain.

CAPITALISME D'ÉTAT : « Le capitalisme n'a jamais été libéral, il a toujours été capitalisme d'État. » La crise des dettes souveraines montre sans aucun doute possible la pertinence de cette affirmation de Deleuze et Guattari. Le libéralisme n'est qu'une des subjectivations possibles du capitalisme d'État. Souveraineté et gouvernamentalité fonctionnent toujours ensemble, de concert.

Dans la crise, les néolibéraux n'essayent pas de gouverner le moins possible, mais, au contraire, de tout gouverner, jusqu'au détail le plus infime. Ils ne produisent pas de la « liberté », mais sa limitation continue. Ils n'articulent pas la liberté du marché et l'État de droit, mais la suspension de la déjà faible démocratie.

La gestion libérale de la crise n'hésite pas à intégrer un « État maximum » parmi les dispositifs d'une gouvernamentalité qui exprime sa souveraineté uniquement sur la population.

GOUVERNEMENTALITÉ : la crise rend évidentes les limites d'un des plus importants concepts de Foucault, la gouvernamentalité, et nous pousse à le compléter. Gouverner selon Foucault ne signifie pas « soumettre, commander, diriger, ordonner, normaliser ». Ni force physique, ni série d'interdits, ni ensemble de normes des compor-

tements, la gouvernementalité incite, à travers une « série de réglementations souples, adaptatives », à aménager un milieu qui conduit l'individu à réagir d'une manière plutôt que d'une autre. La crise nous montre que les techniques de gouvernementalité imposent, interdisent, norment, dirigent, commandent, ordonnent et normalisent.

La « privatisation » de la gouvernementalité nous oblige à prendre en considération les dispositifs « biopolitiques » non étatiques. Depuis les années 1920, des techniques de gouvernance se développent à partir de la consommation. Elles se déploient avec le marketing, les sondages, la télévision, Internet, les réseaux sociaux, etc., qui informent la vie dans toutes ses dimensions. Ces dispositifs biopolitiques sont à la fois de valorisation, de production de subjectivité et de contrôle policier.

**LUTTE DE CLASSE :** le capitalisme néolibéral a instauré une lutte de classe asymétrique, qu'il gouverne. Il n'y a qu'une classe, recomposée autour de la finance, du pouvoir de la monnaie de crédit et de l'argent comme capital. La classe ouvrière n'est plus une classe. Le nombre d'ouvriers a considérablement augmenté depuis les années 1970 de par le monde, mais ils ne constituent plus une classe politique et n'en constitueront plus jamais une. Les ouvriers ont bien une existence sociologique, économique, ils forment le capital variable de cette nouvelle accumulation capitaliste. Mais la centralité de la relation créancier/débiteur les a marginalisés politiquement de manière définitive. À partir de la finance et du crédit, le capital est continuellement à l'offensive. À partir de la relation capital/travail, ce qui reste du mouvement ouvrier est continuellement sur la défensive et régulièrement défait.

La nouvelle composition de classe qui a émergé tout au long de ces années, sans passer par l'usine, est composée d'une multiplicité de situations d'emploi, de non-emploi, d'emploi intermittent, de pauvreté plus ou moins grande. Elle est dispersée, fragmentée, préca-

risée, et elle est loin de se donner les moyens d'être une « classe » politique, même si elle constitue la majorité de la population.

Comme les barbares à la fin de l'Empire romain, elle opère des incursions aussi intenses que rapides, pour se replier immédiatement après sur ses « territoires » inconnus, notamment aux partis et aux syndicats. Elle ne s'installe pas. Elle donne l'impression de tester sa propre force (trop faible encore) et la force de l'Empire (encore trop forte) et elle se retire.

FINANCE : de pléthoriques débats inutiles occupent journalistes, experts économiques et personnel politique : la finance est-elle parasitaire, spéculative ou productive ? Controverses oiseuses parce que la finance (et les politiques monétaires et fiscales qui vont avec) est *la politique* du capital.

La relation créancier/débiteur introduit une discontinuité forte dans l'histoire du capitalisme. Pour la première fois depuis que le capitalisme existe, ce n'est pas la relation capital/travail qui est au centre de la vie économique, sociale et politique.

En trente ans de financiarisation, le salaire, de variable indépendante du système, s'est transformé en variable d'ajustement (il est toujours à la baisse tandis que la flexibilité et le temps de travail sont toujours à la hausse).

TRANSVERSALITÉ : ce qu'il faut souligner, ce n'est pas tellement la puissance économique de la finance, ses innovations techniques, mais bien plutôt le fait qu'elle fonctionne comme un dispositif de gouvernance transversal, transversal à la société et transversal à la planète. La finance opère aussi transversalement à la production, au système politique, au *welfare*, à la consommation.

La crise des dettes souveraines confirme, approfondit et radicalise selon une pente autoritaire les techniques transversales de gouvernement, puisque « nous sommes tous endettés ».

CAPITAL HUMAIN (ou entrepreneur de soi) : la crise n'est pas seulement économique, sociale, politique. Elle est aussi et d'abord une crise du modèle subjectif néolibéral incarné par le « capital humain ». Le projet de remplacer le *salarié fordiste*, par l'*entrepreneur de soi*, transformant l'individu en entreprise individuelle, gérant ses capacités comme des ressources économiques à capitaliser, a sombré dans la crise des *subprimes*.

De ce point de vue, la situation des pays riches et celle des pays émergents, au lieu de diverger (stagnation et déclin des premiers contre croissance et progrès des seconds), convergent dans la production du même modèle de subjectivité, le « capital humain » impliquant un maximum de « privatisation économique » et un « maximum d'individualisation subjective ». Les politiques sociales, au contraire, installent partout des « minima » (un salaire minimum, un revenu minimum, des services minimums) afin d'obliger l'entrepreneur de soi à se lancer dans la concurrence de tous contre tous. Cet objectif peut être atteint autrement. En Allemagne, où le salaire minimum n'existe pas, on compte 8 millions de travailleurs pauvres.

La mondialisation capitaliste se targue d'avoir fait sortir des millions de pauvres de la grande misère dans les pays du « Sud ». En réalité, ces politiques ne sont pas incompatibles avec le néolibéralisme, au contraire. Elles constituent, même lorsqu'elles sont menées à large échelle comme au Brésil, une expérimentation pour fournir une partie de la force de travail adéquate au capitalisme des pays émergents.

Au Brésil, parmi la multiplicité de causes de la mobilisation du printemps 2013, il faut retenir aussi celle-ci. La minorité sortie de la grande pauvreté ainsi que la nouvelle composition de classe métropolitaine en voie d'appauvrissement se sont trouvées confrontées non seulement à une macroéconomie organisée selon les principes néolibéraux les plus classiques, mais aussi à

un *welfare state* à deux vitesses : d'une part, des services d'une qualité médiocre (« services minimums ») et, d'autre part, de bonnes écoles, un système de santé qui fonctionne, des services de qualité, mais payants. Pour y accéder, il faut se mobiliser en se jetant dans la mêlée du darwinisme social à la sauce « socialiste ». C'est à l'envers, avec réalisme, que la mobilisation s'est faite pour la « justice sociale » et contre la version du capital humain des pays émergents. En Europe, le processus est inversé (il s'agit de démanteler les services sociaux « gratuits »), mais il a abouti aux mêmes résultats. La construction d'un *welfare state* à deux vitesses s'est accélérée avec la crise de la dette.

RÉFORMISME : dans le capitalisme néolibéral, tout New Deal est impossible pour sortir de la crise financière. Le seul réformisme que le capital ait jamais pratiqué avait, à partir de 1929, introduit de véritables changements qui étaient l'exact contraire des « réformes » néolibérales. Il avait neutralisé la finance (ce que Keynes appelait l'« euthanasie du rentier »), il avait redistribué le revenu à travers la consommation et les services sociaux, il avait touché, certes, timidement, au statut de la propriété. Il avait imposé politiquement la centralité de la relation capital/travail en passant un compromis avec les organisations du mouvement ouvrier qui, en échange de l'emploi et de services indexés sur l'emploi, ont donné leur accord. Il avait construit un « capital de subjectivité » dans la figure du salarié à temps plein. Chose qu'aujourd'hui, aucun gouvernement sur la planète n'a fait et ne peut faire, car cela supposerait de neutraliser la finance. Même les récentes expériences de gouvernement de gauche en Amérique latine sont loin, très loin, d'approcher les conditions d'un réformisme du capital. Ce n'est évidemment pas simplement de leur faute. C'est que les rapports de force susceptibles d'imposer quoi que ce soit au capital financiarisé n'existent pas.

Les révoltes brésiliennes se sont empressées de rappeler cette réalité à tout le monde, d'abord aux dirigeants du PT, mais aussi à ceux qui, en Europe, parient sur les expérimentations d'un gouvernement de « gauche » en Amérique Latine (et ailleurs).

REFUS DU TRAVAIL : le cycle de luttes qui a démarré en 2008, traversant indifféremment le « Sud » et le « Nord » de la planète, s'attaque à la mondialisation de façon plus précise et moins « idéologique » que celui de Seattle (2001), en pratiquant le refus de la « représentation » syndicale et politique, l'auto-organisation, l'utilisation de ce qu'on appelle hypocritement les réseaux sociaux, que beaucoup confondent allègrement avec l'organisation politique.

Mais « que faire » après la spontanéité de la révolte ? Les idées et les pratiques font défaut ? En prenant quelque risque, on avancera quelques hypothèses, bien que pour l'heure celles-ci ne puissent que rester abstraites.

Appréhender l'action politique comme un genre de rupture, un événement, peut ouvrir des perspectives sur les modalités d'expression et d'organisation des mouvements contemporains qui feraient émerger l'impensé des révolutions des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles.

La formidable mobilisation de la « force de travail » métropolitaine de ce nouveau cycle de luttes (Brésil, Turquie, Grèce, Espagne, Égypte) est aussi et en même temps, une démobilisation générale, un « refus du travail » adapté à la valorisation contemporaine, de la même manière que la grève ouvrière était une action qui avait son moteur dans un désœuvrement radical, dans l'arrêt, dans l'immobilisation de la production. Le *mouvement* ouvrier a existé seulement parce que la grève était, en même temps, un *non-mouvement*, une suspension des rôles, des fonctions et des hiérarchies de la division du travail.

Le fait de problématiser un seul aspect de la lutte, l'aspect mouvement, a été un grand handicap, qui a fait du mouvement ouvrier un accélérateur du productivisme, de l'industrialisation,

ainsi que le chantre du travail, de la croyance « scientifique » en la neutralité de la « science » et de la technique. L'autre dimension de la lutte, impliquant le « refus du travail », a été délaissée (sauf par l'opéraïsme) ou insuffisamment problématisée par le post-opéraïsme, qui l'a abandonnée.

L'imagination politique communiste a réussi à produire *Le Droit à la paresse*, rédigé par Paul Lafargue, gendre de Marx, dans une polémique avec *Le Droit au travail* de Louis Blanc ; mais elle l'a simplement lu comme un pamphlet destiné à épater les bourgeois, en évitant d'y voir les implications ontologiques et politiques du refus du travail, de la suspension de l'activité et du commandement, et les possibilités qu'elles ouvraient pour sortir du modèle de l'*homo faber*, de l'orgueil des producteurs et de la promesse prométhéenne de maîtrise de la nature.

RUPTURE : dans tout événement politique s'entremêlent nécessairement plusieurs lignes, qui peuvent se composer ou bien s'opposer et se combattre.

Une ligne (d'intérêt) installée dans l'actualité des rapports de pouvoir, de signification et de domination établis, et une ligne (du désir ou du possible) qui suspend les rapports de pouvoir, neutralise les significations dominantes, refuse les fonctions et les rôles de commandement et d'obéissance impliqués par la division sociale du travail, une ligne qui crée un nouveau bloc de possibles.

La ligne du mouvement a des causes, poursuit des buts et ouvre à la lutte un espace prévisible, calculable, probable. La ligne de la non-mobilisation à partir de la suspension des lois du capital, s'engage dans un processus non calculable, imprévisible, incertain, que Félix Guattari pensait pouvoir saisir seulement par le biais d'un « paradigme esthétique », puisque la subjectivité et les institutions sont à faire, mais selon une tout autre logique que celle du travail ou de la fabrication.

Un événement politique ne change pas d'abord ni le monde, ni la société, il se limite à opérer un renversement de perspectives de la subjectivité et à ouvrir le passage d'un mode d'existence à un autre. La rupture événementielle ne constitue qu'une ébauche, un commencement, dont la réalisation est indéterminée, improbable, voire « impossible » selon les principes du pouvoir établi.

Évidemment, une lutte politique ne peut qu'articuler les deux moments de l'événement, en passant continuellement de l'un à l'autre (du possible à sa réalisation, et inversement). Mais pour se développer, pour prendre de la consistance, la ligne du non-mouvement, du refus du travail reste stratégique et doit transformer celle des intérêts et des institutions. La rupture vient de l'histoire et, à partir du moment non historique, intempestif de la rupture, elle doit retourner dans l'histoire pour transformer les rapports de pouvoir et transformer la subjectivité.

Cette double dynamique passablement hétérogène, l'existence et les rapports de ces lignes constituent le problème de l'organisation politique contemporaine. Les possibles créés par la rupture événementielle sont les enjeux politiques autour desquels se déchaîne la bataille politique pour leur réalisation ou leur neutralisation. Ce qu'on appelle la « trahison », la récupération, le « réformisme » ne viennent pas après. Il s'agit d'alternatives présentes depuis le début dans la lutte. Rabattre la ligne de la création de possibles et leur réalisation sur la ligne des relations de pouvoir établies, séparer la ligne du mouvement de la ligne du non-mouvement et jouer l'une contre l'autre est le but de l'institution capitaliste et de la « gauche » syndicale et politique.

DESTITUTION/INSTITUTION : les deux lignes de l'action politique, créées par la rupture événementielle, tracent des chemins différents.

La ligne de la mobilisation, en reconnaissant les rapports de force actuels, s'engage dans un dualisme de pouvoir pour défaire

les institutions du capitalisme. Les dualismes du capital ne sont pas dialectiques, ils sont réels et il faut les défaire réellement.

Sans une destitution des trois « *nomos* » (prendre, partager, produire) que l'on emprunte à Carl Schmitt pour leur radicalité, leur concision et leur pertinence pour définir tout ordre politique, le développement de la ligne de non-mobilisation est chimérique. Sans l'expropriation des expropriateurs (« prendre » non seulement les immenses richesses capturées par la financiarisation et l'austérité, mais aussi les savoir-faire et territoires existentiels expropriés), sans une mise en cause radicale de l'individualisme appropriatif (« partager »), sans défaire le concept de « produire », à partir de la source même de l'action, le désœuvrement, il n'est pas possible d'amorcer les processus d'une nouvelle instauration.

La ligne de la démobilisation, en reconnaissant les possibles créés, s'engage à faire proliférer la multiplicité des processus de subjectivation (et leurs institutions), qui ne sont pas seulement politiques, mais aussi existentiels et non totalisables, selon les nécessités de la première ligne de la lutte contre la logique du capital. Les modalités d'expression, de lutte et d'organisation ne sont pas les mêmes sur les deux lignes. D'où la difficulté à penser l'après-« émeute », puisque ni le parti, ni les syndicats ne sont à même de penser et de tenir ensemble cette dynamique à la fois nouvelle et double.

REPRÉSENTATION : le refus de la représentation est profondément ancré dans la nouvelle composition de classe et trouve ses raisons d'être dans les conditions de l'action politique contemporaine.

La représentation politique présuppose l'identité du représenté, tandis que la ligne de démobilisation produit précisément une suspension des « identités » établies.

La représentation implique des fonctions et des rôles qui établissent des hiérarchies et des inégalités. Le refus du travail (métropolitain) opère une suspension de ces hiérarchies et inéga-

lités et affirme de l'égalité, donc un au-delà de la division de la société en intérêts.

La représentation vient à combler la rupture et à fermer la brèche ouverte par la création des possibles en rabattant les subjectivités et les institutions en devenir sur les identités et les relations de pouvoir établies. Raison pour laquelle, pour l'instant, les mouvements disparaissent si rapidement de l'espace public. Les conditions pour asseoir leur autonomie politique n'ont pas encore été inventées.

POSSIBLE : alternativement aux définitions économistes du capitalisme (cognitif, culturel, immatériel, etc.), Guattari propose d'appeler son économie une économie des possibles. Le capitalisme (et son pouvoir) se définit d'abord comme un contrôle absolu sur ce qui est possible et ce qui est impossible. Le premier mot d'ordre du néolibéralisme a été « il n'y a pas d'alternative », c'est-à-dire il n'y a pas d'autres possibles que ceux énoncés par le marché et la finance. Et la crise de la dette souveraine répète une même rengaine : l'homme endetté doit payer, car il n'y a pas d'autres possibilités. Ce qui est exproprié par le crédit/la dette, ce n'est pas seulement de la richesse, des savoir-faire ou du « futur », mais, plus fondamentalement, du possible.

Le désir ne renvoie ni strictement à la libido ni simplement à la pulsion, mais au possible (Deleuze/Guattari). Il y a du désir lorsque, à partir de la rupture d'équilibres antérieurs, apparaissent des relations qui étaient impossibles auparavant. Le désir est toujours repérable par l'impossible qu'il lève et par les nouveaux possibles qu'il crée. Le désir c'est le fait que là où le monde était fermé, surgit un *processus* sécrétant d'autres systèmes de référence.

MACHINES ET SIGNES : les machines sont partout sauf dans la théorie critique. Elles forment une sorte de « capital constant social »

constitué fondamentalement d'ordinateurs et de machines numériques. Les signes sont les moteurs sémiotiques de ces machines, ils constituent le « langage » a-signifiant à travers lequel elles communiquent entre elles, avec d'autres non-humains et avec des humains.

Machines et signes forment d'énormes réseaux qui sont à la fois des dispositifs de valorisation, de production de subjectivité et de contrôle policier. La transversalité de la finance n'est efficace que parce que les machines et les signes fonctionnent transversalement à travers la société dans son ensemble.

Les machines numériques miniaturisées et les signes traversent aussi la matière, les corps et les objets, qui sont désormais animés, non pas seulement métaphoriquement, comme dans la théorie du fétichisme marxien, mais aussi réellement, puisqu'ils perçoivent, reçoivent et transmettent des informations.

Le capital est un rapport social, mais qu'on ne peut réduire à l'intersubjectivité. Les relations sont d'emblée machiniques, c'est-à-dire composées d'humains et de séries de plus en plus nombreuses de non-humains. Le capital est d'abord une machine sociale dont découlent les machines techniques.

LE CAPITAL EST UN OPÉRATEUR SÉMIOTIQUE : le capital est un opérateur sémiotique et non linguistique. La différence est de taille : dans le capitalisme, les flux de signes (la monnaie, les logarithmes, les diagrammes, les équations) agissent directement sur les flux matériels, sans passer par la signification, la référence, la dénotation, toutes catégories de la linguistique incapables de rendre compte du fonctionnement de la machine capitaliste.

Les sémiotiques a-signifiantes (monnaie, logarithmes, etc.) fonctionnent indépendamment du fait qu'elles signifient quelque chose pour quelqu'un. Elles ne sont pas prises dans le dualisme signifiant/signifié. Ce sont des signes opératoires, des « signes

puissances » dont l'action ne passe pas par la conscience et la représentation (action diagrammatique). Le capitalisme est machinocentrique et non logocentrique.

FORCE : pour seulement commencer à instituer ce qui émerge de la rupture événementielle, pour envisager de se donner des modalités d'organisation macropolitiques, une condition ultime et fondamentale est requise : la capacité de bloquer la valorisation capitaliste, la possibilité d'établir des rapports de force et de les tenir, d'ouvrir des espaces de pouvoir dans la durée. Dans une lutte de classe asymétrique, il est inutile de se proposer comme ambassadeurs ou diplomates. Le capital n'a besoin d'aucune médiation, parce que n'étant pas menacé, il n'a aucun motif de pactiser avec qui que ce soit. Le rapport de force lui est trop favorable. Il peut faire à peu près tout ce que bon lui semble.

La lutte de classe est menée de façon déterminée, et avec toute la violence nécessaire, seulement par la classe qui s'est recomposée autour de la financiarisation. Le réel est encore et toujours dominé par les « lois » du capital, dont la plus redoutable est l'introduction de l'infini dans la production et dans la consommation.

Impossible de définir une politique sans une analyse du capital, d'une part, et une pratique de la lutte et de l'usage du contre-pouvoir, d'autre part.